

Frexit : contre les Cdaa, redonnons à la France sa pleine souveraineté

écrit par Alain Avello | 30 avril 2023





J'ai fait mille louanges du discours de Alain Avello, responsable « les Patriotes » de Loire Atlantique hier, à propos de sa présence et de son discours à Saint-Brévin. Il eût été dommage de ne pas vous permettre de prendre connaissance de ce dernier. Le voici.

Christine Tasin

Bien sûr, lorsque Pierre Cassen, après le beau rassemblement du 25 février dernier, m'a proposé de me joindre une nouvelle fois, Mesdames, Messieurs, chers amis, à vous, je n'ai pas hésité une seule seconde !

Je n'ai bien sûr pas hésité, car je me sens d'abord, à titre

personnel, un devoir moral envers chacun de vous et le collectif que vous avez constitué : le 25 février dernier, je vous avais assuré de mon soutien, du soutien qu'appelle naturellement votre opposition, ô combien légitime, à l'implantation d'un centre de clandestins aux abords immédiats de l'école de la Pierre-Attelée.

Et je n'ai pu, dans l'intervalle, que suivre les évolutions ou, plutôt, l'absence d'évolution favorable qu'appellerait pourtant votre légitime combat : le mutisme, pour ne pas dire l'autisme du maire de Saint-Brevin, qui, après les propos injurieux qu'il vous a adressés, a instrumentalisé une agression, en tentant de vous l'imputer pour jeter le discrédit sur votre mouvement d'opposition, l'implication du porte-parole du gouvernement aussi, l'appel à l'État, par ailleurs instigateur de ce projet, et tout le reste...

Vous ne vous laissez pas intimider, je le sais, mais oui, c'est une évidence, outre le bien-fondé de votre combat, ce mépris, ces mensonges, ces manipulations me font un devoir moral de m'en sentir partie prenante !

Si je n'ai pas hésité une seule seconde, c'est tout aussi bien en tant que responsable politique. En tant que tel, je tiens pour absolument sacrée la volonté démocratique des citoyens ; et la vôtre, ô combien légitime encore une fois, est de refuser l'implantation du CADA à proximité de l'école de vos enfants.

Cette volonté trouve ses raisons dans le souci élémentaire qu'a tout parent de s'assurer de la sécurité de ses enfants : comment pourriez-vous en effet accepter que ceux-ci soient exposés ne serait-ce qu'aux regards d'une population par nature inassimilée et maintenue sur le territoire national de façon irrégulière, c'est-à-dire en toute illégalité ? Comment pourriez-vous supporter le risque sécuritaire pesant sur vos enfants, du fait de la présence d'une telle population, à la fois, donc, inassimilée et communautarisée, et dont la différence de mœurs et de

culture représente, chacun le sait, des risques certains en terme de tranquillité et d'ordre publics ? Comment pourriez-vous consentir à ce que ce projet se fasse, lors même qu'on prétend vous mettre devant le fait accompli, sans que vous n'ayez été vraiment informé de ce qui se préparait, ni, a fortiori, consultés, et qu'on ne daigne pas même, depuis de longs mois, vous entendre ?

Refuser le CADA relève de votre volonté démocratique, de votre volonté la plus légitime qui soit, et que vous exprimez démocratiquement, à travers votre mobilisation et vos différentes actions, comme celle de ce jour.

Et cette volonté démocratique se heurtant pourtant au mépris de la municipalité, elle est clairement nié et bafouée. C'est profondément inacceptable !

En tant que responsable politique, j'ai aussi, je le crois, une conscience claire des rapports de forces qui traversent, modèlent et transforment notre société, bien souvent, et sans doute de plus en plus, contre cette volonté démocratique que j'invoquais à l'instant.

D'ailleurs, à nous voir tous rassemblés, une nouvelle fois, ici à Saint-Brevin, une interrogation me vient ou, plutôt, me revient : jusqu'à quand le peuple, les gens du peuple que nous sommes, car le peuple, c'est nous ! Jusqu'à quand devons-nous subir les plans d'un pouvoir qui a bel et bien cessé de représenter le peuple, qui agit contre l'intérêt général qui est le sien, de plus en plus par la ruse, la contrainte ou la force, et qui, de la sorte, bafoue et viole la volonté démocratique ?

Nous sommes bel et bien entrés dans une ère post-démocratique : nos vieilles démocraties se changent en post-démocraties de surveillance et de répression généralisées.

Récemment, nous avons été confinés, s'est trouvée instaurée une société d'apartheid sur critère sérologique, la vidéosurveillance algorithmique a été votée à l'Assemblée,

la disparition de l'argent liquide, l'identité numérique, le crédit social se profilent, le tout, au plus grand mépris des libertés publiques et des droits fondamentaux.

Tout cela répond à la même logique délétère que celle qui s'emploie à répartir une immigration massive, incontrôlée, et largement illégale dans nos territoires autrefois si préservés, jusqu'ici – à Saint-Brevin.

Selon cette logique, il s'agit d'imposer une telle immigration, contre la volonté des peuples, mais aussi au mépris de l'intérêt des pays d'origine et, pour tout dire, des populations elles-mêmes, tant elle fournit une main-d'œuvre au plus bas coût, pouvant être mobilisée et employée hors de tout cadre légal, et pesant largement à la baisse sur les salaires des nationaux.

Cette logique a un nom : c'est l'oligarchie financière mondialisée avec laquelle nos élites dirigeantes sont en continuelle collusion, au prix de multiples conflits d'intérêts.

Elle a un visage : le visage de ceux qui se réunissent cette semaine, par exemple, au sommet « Global citizen now » : l'on y trouvait Macron, Ursula von der Leyen, Justin Trudeau, la fille de Bill Gates, la fondation Soros, des grands dirigeants de multinationales...

Et, elle a même des adresses, celles des organisations supranationales qui, non seulement ne procèdent pas de la volonté démocratique des peuples, mais les oppriment et les asservissent, en leur imposant notamment, donc, une immigration qu'ils ne veulent pas, et refusent souvent avec force, tant il ont conscience des périls qu'elle fait peser : périls sécuritaires et identitaires, autant que sociaux !

C'est pourquoi, chez Les Patriotes, mouvement politique présidé par Florian Philippot, que je représente devant vous aujourd'hui, nous sommes résolument entrés en Résistance, et

menons le combat contre ces structures supranationales, à commencer par l'Union européenne !

Car, et je ne le répéterai jamais assez, **sans sortie de l'Union européenne, point de solution réelle ni durable aux problèmes multiples que pose l'immigration !**

C'est d'ailleurs ce que démontre, fait aussi incontestable que notable, l'échec manifeste de la politique migratoire menée en Italie par Meloni, en laquelle, je crois, un certain nombre de personnes appartenant à notre camp auraient voulu trouver un modèle : pour s'être maintenue sous la tutelle de l'UE, auprès de laquelle elle s'emploie à se montrer présentable et fréquentable, l'Italie de Meloni n'a tout simplement pas les moyens de ses intentions politiques affichées en matière d'immigration ; pis, elle travaille, selon les dires de Francesco Lollobrigida, le ministre de l'Agriculture, à « faire entrer légalement [cette année] presque 500 000 immigrés » supplémentaires. Voilà qui est, il me semble, suffisamment clair !

Je ne le répéterai jamais assez : pour que cessent de se multiplier des situations telles que celle menaçant Saint-Brevin, pour que l'État cesse d'implanter dans les villes et dans la ruralité, et sans aucun consentement des populations, des personnes entrées illégalement sur le territoire national, il est impératif qu'ait été recouvré le pouvoir élémentairement souverain de décider de qui entre sur le territoire national, qui a le droit de s'y maintenir et qui doit en être expulsé.

Or cela exige évidemment, condition absolument nécessaire, que nous nous libérions une fois pour toutes des diktats auxquels l'Union européenne nous soumet, et par lesquels elle nous dépossède totalement de toute souveraineté, notamment, de celle de nos politiques migratoires.

Il faut sortir d'urgence de Schengen qui a abattu toute frontière au sein de l'UE, laquelle ne contrôle de surcroît

que très insuffisamment ses frontières extérieures, parce que cela est contraire à l'idéologie de l'oligarchie mondialiste européenne, ce qu'objectivent notamment les dysfonctionnements multiples et consentis de Frontex.

Il faut sortir d'urgence de la CEDH qui rend les reconduites à la frontières très complexes et, donc, les OQTF largement inexécutables.

Et il faut, plus globalement, sortir de l'Union européenne et s'affranchir de ses dogmes, dont celui de la « libre circulation des personnes » et du faux humanisme dont prétend se parer le « regroupement familial », lequel, je le rappelle, constitue le premier vecteur de l'immigration de masse.

Redonnons à la France, par le Frexit, sa pleine souveraineté, dont celle de ses politiques migratoires, et à son peuple, le droit élémentaire de choisir avec qui et aux côtés de qui il souhaite vivre !

Puisse, chers amis brévinois, cette ambition naturelle qui est de reprendre le contrôle commencer à prendre corps avec l'issue victorieuse, que j'appelle de tous mes vœux, de votre combat !

Alain Avello